

COP26: Verdir la Finance?

par Thierry Meyssan*



Thierry Meyssan
(Photo réseau voltaire)

La COP26 de Glasgow est un spectacle divertissant, imaginé pour détourner l'attention du public de ce qui s'y trame. Le GIEC – comité d'experts climatiques des COP [conférence des parties] – ne prédit pas l'apocalypse à des gouvernements sourds, mais leur fournit un discours

permettant de justifier leurs ambitions politiques. Les présidents Vladimir Poutine et Xi Jinping, qui sont résolument hostiles aux projets financiers des COP, ont refusé de s'y rendre alors que les grands banquiers y parlent de 100 milliards de dollars d'investissement.

Les «Conférences des Nations Unies sur les changements climatiques» s'accompagnent toujours de discours apocalyptiques, mais ne débouchent pourtant jamais sur des engagements quantifiables et vérifiables. Elles ne donnent lieu qu'à des promesses signées en grande pompe, mais toujours formulées au conditionnel.

La conférence qui se déroule actuellement à Glasgow (Royaume-Uni), du 31 octobre au 12 novembre 2021, ne devrait pas échapper à la règle. Elle a débuté avec une vidéo spectaculaire d'un dinosaure annonçant à la tribune de l'Assemblée générale des Nations unies la possible extinction de l'espèce humaine et s'est poursuivie avec un discours d'ouverture du Premier ministre britannique, *Boris Johnson*, sur ce que ferait *James Bond* face au défi climatique. Cette mise en scène s'est poursuivie dans la rue avec une manifestation conduite par *Greta Thunberg* pour déclarer illégitimes tous les gouvernements du monde et dénoncer l'«échec» de la conférence qui pourtant ne fait que juste commencer.

Les leaders politiques qui ont appelé à sauver l'humanité d'une fin imminente sont les mêmes qui investissent des milliards de dollars dans des armes nucléaires capables de rayer la vie humaine de la planète.¹

Le moins que l'on puisse dire est que cette conférence est un divertissement de qualité offert aux spectateurs du monde entier, pas une réunion diplomatique visant à diminuer la production de gaz à effet de serre. Mais alors: quelle réalité ce cirque vise-t-il à masquer? Et pourquoi tous les Etats membres de l'ONU y participent-ils?

Le «réchauffement global»

Pour répondre à ces questions, nous devons d'abord nous émanciper de quelques certitudes erronées sur le «réchauffement global».

C'est à tort que nous «croyons» que le «réchauffement global» menace la survie de notre espèce. Le climat a toujours changé, non pas de manière linéaire, mais par cycles. La Terre était plus chaude, il y a sept siècles, qu'elle ne l'est aujourd'hui. Ici, en France, les glaciers des Alpes étaient plus petits qu'aujourd'hui et il y avait des chameaux sauvages en Provence. Certains de nos côtes s'avançaient plus dans les mers qu'aujourd'hui, mais d'autres au contraire étaient plus en retrait, etc.

Nous avons constaté que le réchauffement du climat en Europe correspond à la révolution industrielle. C'est pourquoi nous «croyons» que les évolutions climatiques auxquelles nous assistons ont été accélérées par la production industrielle de gaz à effet de serre, les deux derniers siècles. C'est possible, mais concomitance n'est pas causalité. Il existe d'autres hypothèses dont celle du géophysicien yougoslave *Milutin Milanković* à partir des variations de l'orbite terrestre (excentricité, obliquité et précession des équinoxes).

La création du GIEC par Margaret Thatcher

Venons-en aux conférences des Nations Unies. En 1988, les Premiers ministres canadien et britannique *Brian Mulroney* et *Margaret Thatcher* convainquirent leurs partenaires (Etats-Unis,

* *Thierry Meyssan* est consultant politique et président-fondateur du Réseau Voltaire. Son dernier ouvrage en français est intitulé: «Sous nos yeux – du 11-Septembre à Donald Trump» (2017).

France, Allemagne et Italie) de financer un *Groupe inter-gouvernemental d'étude sur l'évolution du climat* (GIEC) sous les auspices du *Programme des Nations Unies pour l'environnement* (PNUE) et de l'*Organisation météorologique mondiale*. Peu après, Madame Thatcher affirma que les gaz à effet de serre, le trou de la couche d'ozone et les pluies acides exigeaient des réponses intergouvernementales.² Ce beau discours masquait des objectifs politiques. Il s'agissait pour elle, ainsi que le confirmeront ses conseillers, d'en finir avec les syndicats de mineurs de charbon et de promouvoir une nouvelle révolution industrielle, fondée sur le pétrole de la mer du Nord et le nucléaire.³

Le GIEC n'est pas du tout une académie savante de climatologues, mais comme son nom l'indique un «groupe intergouvernemental». On n'y discute pas de climatologie, mais de politique climatique. La grande majorité de ses membres ne sont pas des scientifiques, mais des diplomates. Quant aux experts en climatologie qui y siègent, ils n'y sont pas en tant que scientifiques, mais comme experts au sein de leur délégation gouvernementale, c'est-à-dire comme fonctionnaires. Toutes leurs interventions publiques sont contrôlées par leur gouvernement. Il est donc grotesque de parler de consensus «scientifique» pour désigner le consensus politique qui règne dans cette assemblée. C'est ne rien comprendre au fonctionnement des institutions intergouvernementales.

Contrairement à ce que pense Greta Thunberg, le GIEC ne prédit pas l'apocalypse à des gouvernements sourds. Il leur obéit fidèlement et élabore avec des climatologues une rhétorique pour justifier des changements politiques que des gens normaux refuseraient sans lui.

Les travaux du GIEC servent de base chaque année à une *Conférence des parties* (COP) signataires de la *Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques* (CCNUCC). La 26^e édition se tient à Glasgow (COP26). Dans son premier rapport, en 1990, le GIEC considérait comme «peu probable» une augmentation sans ambiguïté de l'effet de serre «dans les prochaines décennies ou plus». Mais ce qui était la vérité en 1990 est devenu hérétique en 2021.

Les premières conférences étaient consacrées au travail d'information et de sensibilisation du public à l'évolution du climat. Il était clair pour tous que certaines régions deviendraient

inhabitables et que certaines populations devraient se déplacer. Ce n'est qu'avec le temps que l'on a commencé à dire que les changements deviendraient d'une telle ampleur qu'ils pourraient menacer la survie de l'ensemble de l'espèce humaine. Ce changement de discours ne s'explique pas par une soudaine découverte scientifique qui aurait remis en cause une vérité d'un jour, mais par l'évolution des besoins des gouvernements.

La société de consommation est au bord du gouffre: on ne peut pas vendre aux gens ce qu'ils ont déjà. Si les industries s'effondrent, les emplois disparaissent et les gouvernements sont renversés. Il n'existe qu'une solution pour éviter cela: par exemple, à la fin des années 90, la plupart des sociétés occidentales étaient informatisées. Il devenait impossible de vendre des ordinateurs. On a donc propagé le canular du siècle: le «bug de l'an 2000».

Toute l'informatique allait «bugger» le 1^{er} janvier 2000 à 00h00. Chacun a alors racheté des ordinateurs et des logiciels. Il n'y a bien sûr aucun avion qui se soit crashé, aucun ascenseur qui se soit arrêté, aucun ordinateur qui soit tombé en panne. Mais la Silicon Valley était sauvée et l'on allait désormais investir dans des ordinateurs grand public.

Aujourd'hui la solution c'est la «transition énergétique». Par exemple: on ne peut pas vendre plusieurs voitures au même consommateur, mais on peut échanger sa voiture à essence contre une autre à électricité. Bien sûr, l'électricité est généralement fabriqué avec du pétrole et exige des batteries aujourd'hui non recyclables. En définitive, avec la transition énergétique la planète sera plus polluée qu'avant. Mais cela, il ne faut pas y penser.

La bourse climatique, seule avancée de la COP

Durant le mandat du président *Bill Clinton*, les Etats-Unis prirent le contrôle du GIEC de sorte qu'ils poussèrent le *Protocole de Kyoto* (COP3) sans jamais le signer. Le vice-président, Al Gore, était chargé de la politique énergétique américaine. Il approuvera ainsi la guerre du Kosovo afin de pouvoir construire un pipe-line transbalkanique. Mais alors que le Protocole visait originellement à limiter les émissions de cinq gaz à effet de serre et de trois substituts des chlorofluorocarbones, il poussa à la création de droits d'émission de CO₂ pour les industries et oublia les autres gaz.

Après avoir quitté la Maison-Blanche, il fonda, avec des banquiers de *Goldman Sachs* et un financement de *BlackRock*, la *Bourse du climat de Chicago* (*Chicago Climate Exchange*). Les Etats-Unis n'ayant jamais signé le Protocole de Kyoto, elle fonctionna mal. Il ouvrit donc des succursales sur les quatre autres continents qui se développèrent rapidement. Il perçoit aujourd'hui une rémunération à chaque échange de droit d'émission de CO₂. Pour développer son business, il se transforma en militant de la cause climatique et produit le film «Une vérité qui dérange» («An Inconvenient Truth»). Il reçut alors le prix Nobel de la Paix bien que cette œuvre tienne plus de la publicité pour sa Bourse que de la science.⁴

Pour la petite histoire, les statuts de la Bourse du climat avaient été rédigés par un jeune juriste inconnu, *Barack Obama*. Il entrera peu après en politique à Chicago et sera soudainement élu président des Etats-Unis quatre ans plus tard. Une fois à la Maison-Blanche, Barack Obama élaborera le projet d'utiliser l'hystérie climatique pour réformer le système financier global. C'est le projet qui sera adopté par la COP21 à Paris et qui devrait être mis en œuvre par la COP26 de Glasgow.

La prochaine réalisation de la COP: verdir la finance

Celle-ci est organisée par le Royaume-Uni avec l'aide de l'Italie. Quatre britanniques en ont la charge: deux anciens ministres, *Alok Sharma* (Economie, Industrie et Stratégie industrielle) et *Anne-Marie Trevelyan* (Développement international), un ancien gouverneur des Banques du Royaume-Uni et du Canada, *Mark Carney*, et un lobbyiste, *Nigel Topping*. Aucune de ces personnalités ne connaît quoi que ce soit à la climatologie. Toutes portent par contre un projet de réforme des institutions de Bretton Woods (le *Fonds monétaire international* et la *Banque mondiale*).

C'est parce qu'ils sont opposés à ce projet financier et pas du tout à la lutte contre la pollution atmosphérique que les présidents russe et chinois, *Vladimir Poutine* et *Xi Jinping*, ne participent pas à cette conférence.

Le site Internet de la COP26 indique qu'il s'agit de «mobiliser des financements. Pour atteindre nos objectifs, les pays développés doivent tenir leur promesse de mobiliser au moins 100 mil-

liards de dollars de financement climatique. Les institutions financières internationales doivent jouer leur rôle et nous devons travailler pour libérer les milliers de milliards de financement des secteurs privé et public nécessaires pour garantir le zéro net mondial».

Ce qui devrait être signé à la fin de la conférence est la création d'une instance regroupant:

- la *Banque asiatique de développement*,
 - la *Banque africaine de développement*
 - la *Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures*
 - la *Banque caribéenne de développement*
 - la *Banque européenne d'investissement*
 - la *Banque européenne pour la reconstruction et le développement*
 - la *Banque interaméricaine de développement et d'investissement*
 - la *Banque islamique de développement*
 - la *Banque mondiale*
 - et 450 grandes entreprises;
- afin de mobiliser cet argent.

Il faut bien comprendre: il n'est plus possible d'endetter les pays pauvres (et donc de les tenir en laisse) tant la Banque mondiale et surtout le FMI ne sont plus crédibles. Tous les gouvernements savent aujourd'hui que les dons et les prêts des institutions internationales s'accompagnent de conditions drastiques qui rendent leur pays vulnérable; que lorsque viendra le moment de rembourser, ils ne seront plus propriétaires de rien.

Avec la COP26, les banquiers pourront prêter de l'argent pour sauver l'humanité et au passage devenir propriétaire des pays dont les dirigeants leur auront fait confiance.⁵

Source: <https://www.voltairenet.org/article214613.html>, 9 novembre 2021

¹ «Ils défendent le climat tout en préparant la fin du monde», par Manlio Dinucci, *Il Manifesto* (Italie), Réseau Voltaire, 2 novembre 2021.

² Speech to the Royal Society, Margaret Thatcher, Septembre 27, 1988.

³ «Le prétexte climatique», seconde partie: «1982-1996: *L'écologie de marché*», par Thierry Meyssan, Odnako (Russie), Réseau Voltaire, 22 avril 2010.

⁴ «Le prétexte climatique», troisième partie: «1997-2010: *L'écologie financière*», par Thierry Meyssan, Odnako (Russie), Réseau Voltaire, 26 avril 2010.

⁵ «*Les nouvelles armes financières de l'Occident*», par Manlio Dinucci, *Il Manifesto* (Italie), Réseau Voltaire, 9 novembre 2021.